



L'ANNIVERSAIRE  
DE NOTRE STATUT

Page 4



ÉLECTIONS  
PRÉSIDENTIELLES

Page 7



CHRONIQUES D'UN  
VOYAGE EN PALESTINE

Page 22

fédération  
des services  
publics

la  
cgt

# Service Public

JANV/FEV/MARS 2017 — N° 103 — 1 € — [cgtservicespublics.fr](http://cgtservicespublics.fr)

MAGAZINE

**PAS DE PRÉFÉRENCE  
NATIONALE!**

SERVICES PUBLICS POUR TOUS



Cher lecteur, chère lectrice, afin d'utiliser au mieux l'argent de vos cotisations, nous avons engagé un travail de réduction des coûts de production de votre journal. Pour cela, nous avons notamment réduit fortement l'épaisseur du papier et modifié légèrement le format. Par ailleurs, dans un souci d'impact minimal sur l'environnement, ce journal est imprimé par un imprimeur labellisé « Imprim'vert ». Les encres utilisées sont végétales et le processus d'impression n'utilise pas de produits toxiques. Cette démarche de respect de l'environnement, nous y prêtons attention pour l'ensemble de nos productions.



## Sommaire

- 03 |** Éditorial
- 04 |** La parole aux syndiqués
- 07 |** **Élections présidentielles**  
L'avenir des fonctionnaires :  
décryptage de promesses !
- 11 |** Un parti pas comme les autres : le FN
- 14 |** Le visage du FN à Hénin-Beaumont
- 15 |** Une démarche fédérale résolument à l'offensive  
contre les idées de l'extrême droite
- 21 |** Un film et un livre au cœur des débats à Limoges
- 22 |** Chroniques d'un voyage  
au cœur de « Gaza-la-Vie »
- 29 |** À lire, à voir

La photo du mois

### MENTIONS LÉGALES

#### PUBLICATION DE LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS

263, rue de Paris — Case 547  
93515 MONTREUIL CEDEX  
Tél. : 01 55 82 88 20  
Fax : 01 48 51 98 20  
Courriel : fdsp@cgt.fr  
Site : www.spterritoriaux.cgt.fr

Commission paritaire  
n° 1219 S 07102

ISSN n° 1148-2370

Directrice de publication :  
Sylvie GUINAND

Impression, routage :  
RIVET PRESSE ÉDITION  
24, rue Claude-Henri-Gorceix  
87022 Limoges cedex  
Tél. 05 55 04 49 50



Manifestation nationale des pompiers à Paris le 15 mars 2017

## LUTTE CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME DROITE

# Pour que l'histoire ne se répète pas, pas de pouvoir au FN !

À la veille des élections présidentielles et législatives, il est de la responsabilité de la CGT de combattre la stratégie de ceux qui cultivent le rejet de l'autre et la division des salarié-e-s pour mieux masquer leur incapacité à ouvrir des perspectives d'avenir et de justice sociale.

Cette stratégie est le propre de l'extrême droite, mais elle est, comme toujours, reprise par une droite qui pactise déjà ou pactisera avec elle... Et, comme toujours, nous avons face à nous un patronat qui fait passer ses intérêts de classe avant toute autre considération : « *Plutôt Hitler que le Front populaire* » disaient-ils dans les années 30. On constate aujourd'hui que les liens entre fascisme et grand capital restent indéfectibles.

Après 18 % des suffrages exprimés au premier tour de la présidentielle de 2012 puis la victoire du Front national ou de ses alliés dans une dizaine de mairies, le FN a recueilli plus de 28 % des suffrages exprimés au premier tour des régionales de 2015, marquées par un fort taux d'abstention, et il est arrivé en tête dans 6 régions.

Les intentions de vote pour le FN progressent dans toutes les catégories sociales, les différents territoires, ce qui doit particulièrement nous alerter chez les salariés, les ouvriers et les jeunes.

L'enracinement de la crise du capitalisme entraînant désindustrialisation, chômage, précarité, inégalités sociales, territoriales permet au Front national d'accroître son audience parmi les couches populaires. Les politiques

d'austérité nationales ou imposées par la troïka (Commission européenne, banque centrale européenne, fonds monétaire international) viennent renforcer ce phénomène.

Pour stopper l'accroissement de cette audience, nous devons construire les résistances aux politiques d'austérité, mais aussi dénoncer sans relâche les fausses solutions « de préférence nationale » préconisées par le Front national et la droite extrême.

Depuis 3 ans, notre Confédération s'est engagée dans une campagne unitaire contre l'extrême droite, ses thèses et ses pratiques au travers de diverses initiatives qui s'inscrivent dans la durée et se poursuivront après le printemps, quels que soient les résultats des urnes. Dans cet esprit, et afin d'aborder ces enjeux les yeux grands ouverts, notre Fédération organise, avec les Coordinations Syndicales Départementales (CSD), des journées d'étude et de réflexion à partir d'exemples vécus dans des collectivités où ce courant est implanté. La première a eu lieu à Limoges le 15 décembre 2016, la prochaine aura lieu à Poitiers le 30 mars 2017 et nous espérons que de nombreuses autres suivront un peu partout sur le territoire.

La lutte contre le discours et les idées pseudo-sociales du FN et de l'extrême droite est vitale : camarades, ne laissons pas la bête immonde entraîner les esprits sur une voie sans autre issue que celle du pire !



**Caroline LACOUR**  
Direction fédérale





© DR



© DR



fédération  
des services  
publics

la  
cgt



© DR

## STATUT GÉNÉRAL DES FONCTIONNAIRES

# L'anniversaire de notre statut... ça vous parle ?

On l'a vu, les fonctionnaires, et derrière eux en ligne de mire le Statut, occupent une grande place dans les promesses noires des candidats aux présidentielles.

Dans ce contexte, la CGT Fonction publique, en fêtant les 70 ans du Statut général des fonctionnaires le 24 janvier, a voulu, à travers une journée de débats autour de son histoire et de son avenir, poser les enjeux de sa place dans notre société. Un travail de réalisation de vidéos de la journée est en cours, mais d'ores et déjà vous pouvez retrouver nos vidéos de présentation et d'entretiens avec les camarades des IHS sur notre chaîne YouTube (voir sur notre site Internet : <https://cgtservicespublics.fr>).

ENTRETIENS ENTRE LAURENCE BERNARD (SECTEUR COMMUNICATION)  
ET DES PARTICIPANT-E-S À CETTE JOURNÉE ANNIVERSAIRE

### CETTE JOURNÉE VOUS APORTE-T-ELLE DES ÉLÉMENTS NOUVEAUX POUR LA DÉFENSE DE NOTRE STATUT ?

■ **ISABELLE (Conseil Départemental 95)** : Ça permet de revenir sur les fondamentaux de la Fonction publique qu'on n'a pas toujours à l'esprit, et d'apporter des arguments dans le syndicat.

■ **CAROLE (CD 95)** : Ces fondamentaux sont aussi à porter au sein de nos instances et nos services, collectivement, pour défendre l'intérêt général.

■ **BRIGITTE (CSD 23)** : Pour moi qui suis animatrice d'une CSD rurale, c'est une autre façon de voir l'action CGT. Nous, en milieu rural, on a un décalage avec ce qui a été dit à la tribune, même si l'on en a la connaissance, ce n'est pas la même notion du statut. On a un autre travail syndical à mettre en place envers les agents et envers les collectivités. Dans la Creuse, les collectivités territoriales représentent 1600 agents, 65 % des collectivités ont moins de 5 agents. Sur la question de l'indépendance, aujourd'hui, on a énormément de contractuels recrutés. On se bat sur les besoins permanents pour que ce

soit des emplois statutaires, mais on a aussi le cas de figure dans la ruralité, où, en fonction de l'élu en place, il embauche la personne qui lui convient et qui, pendant ce mandat, devra exercer les missions de service public que l'élu ou l'équipe de l'élu a mis en place. L'emploi est attribué aux ami-e-s, connaissances du maire ou des élus, quelle que soit la couleur politique. La CGT, dans notre département, est la seule force syndicale à demander le respect du statut et à rappeler les règles du statut d'une manière générale. Ce qui nuit aussi aujourd'hui, c'est le Centre de Gestion, qui se dit conseiller des collectivités, mais qui procure toutes les dérives inimaginables du statut, il l'interprète et l'adapte à l'encontre des agents. Le statut est bafoué, parce que les conseillers au centre de gestion donnent raison aux collectivités en matière d'emploi quand il s'agit du respect de la loi Sauvadet, quand il s'agit de la place des organisations syndicales, au CHSCT ou en CT, des droits fondamentaux des agents sur le déroulement de carrière, l'attribution de la NBI en milieu rural. Le statut, quand il dérange, est aménagé en fonction des besoins du territoire. La CGT, est la première organisation

syndicale et elle est la seule à porter ces revendications.

■ **AURÉLIEN (Ville de Lyon)** : C'est toujours utile de reparler du statut. Je n'ai pas forcément d'éléments nouveaux, mais il fallait un temps pour marquer les 70 ans du statut de la Fonction publique et que, de retour dans son syndicat, il y a plein de choses que l'on peut amener aux camarades. Notamment

sur la revendication du statut unique pour les trois fonctions publiques, c'est intéressant de le réentendre et d'y travailler.

### PENSEZ-VOUS QUE CE TYPE DE JOURNÉE DOIT ÊTRE DÉCLINÉ EN TERRITOIRE ? SOUS QUELLE FORME ?

■ **ISABELLE** : Dans un premier temps, c'est important de le faire avec nos syndiqué-e-s et nos directions syndicales, pour ensuite échanger avec les usagers, dans un deuxième temps sur : « Qu'est-ce que le service public, le statut des fonctionnaires et la fonction publique ? ».

■ **CAROLE** : pour aller plus loin, ça pourrait également faire partie de formations à destination des cadres. Les encadrants pourraient faire prendre conscience aux équipes du sens de leur travail. Ça permettrait de redynamiser les collectifs de travail, tout le monde y gagnerait.

■ **BRIGITTE** : Oui, on est venu à trois aujourd'hui, et on a bien l'intention d'organiser en territoire et avec les autres versants de la FP. On a subi d'énormes suppressions d'emplois dans les trésoreries, à l'éducation



nationale, l'armement. La fonction publique territoriale représente aujourd'hui la manne de l'emploi public. L'Hospitalière est présente, mais avec la réforme Marissol Touraine et les suppressions de lits, le service privé et les mutualisations de service se sont considérablement développés, mais la CGT fait front et porte d'autres propositions qui sont, en partie, prises en compte par l'ARS. Si on isole les professions, c'est même plus la peine de penser à la fonction publique. On n'est plus dans l'intérêt général.

■ **AURÉLIEN** : Il pourrait y avoir un film avec, parce que ça ne touche pas que les fonctionnaires. Des fonctionnaires qui défendent le statut, c'est normal, mais si ce sont aussi les usagers qui le défendent, en parlant du service public, de l'utilité... ça pourrait vraiment être bien. Un film dans le même goût que « *La sociale* », qui présente la fonction publique, le statut de la fonction publique et pourquoi il y a ce statut, sous un angle citoyen.

**LES TÉMOIGNAGES DES CAMARADES DE LA SANTÉ OU DE L'ÉDUCATION ONT-ILS SUSCITÉ L'ENVIE OU LE BESOIN DE TRAVAILLER DANS LE CADRE D'UN COLLECTIF « SERVICES PUBLICS » ?**

■ **ISABELLE** : Dans notre département, il y a un collectif qui se recrée. On a besoin de travailler tous ensemble, dans l'intérêt de tous. Le service public est en péril partout. Si chacun reste dans « sa » propre fonction publique, on n'y arrivera pas. On pourrait faire une journée d'étude interversants, et décider d'actions collectives. Il y a besoin d'informer les agents et les usagers des enjeux du service public.

■ **CAROLE** : Les agents de la Fonction publique sont aussi les usagers des services publics, le service public est interprofessionnel. On est forcément tous concernés, il faut du collectif et de la solidarité.

■ **ISABELLE** : Y compris dans nos fédérations. Quand il y a des journées de grève pour la Fonction publique, il faut une même journée d'action et pas une journée différente par fédération sur une même période. Ça commence par ça, et inclure le privé, les salariés sont aussi des usagers. Le service public concerne tout le monde.

■ **BRIGITTE** : Il n'existe pas vraiment de collectif départemental, on a perdu beaucoup de population, beaucoup de syndiqués CGT dans les services publics. Il est difficile aujourd'hui de pouvoir mettre en commun des outils, on se retrouve dans les luttes. Nous sommes éparpillés sur le territoire, et on a l'impression que chaque profession travaille dans son domaine. Mais il faut y réfléchir, ça ne dépend pas que de la territoriale.

■ **AURÉLIEN** : Il existe un collectif « fonction publique » sur mon département. Pour la ville de Lyon, des camarades y participent, au niveau de la CSD aussi. C'est vrai qu'il y a la convergence des luttes. Mais quand on voit, par exemple, que le lendemain de la manif des ATSEM, il y a une manif de l'Hospitalière, il y a une question de cohérence des luttes. Finalement, l'hospitalière, les ATSEM, et les autres, on défend tous les mêmes choses, et on pourrait manifester les mêmes jours.

**QUELLE UTILITÉ DU STATUT AUJOURD'HUI ?**

■ **CAROLE** : Pour moi, c'est la sauvegarde du

service public, sans fonctionnaire, il n'y a plus de service public, et de nos acquis.

■ **ISABELLE** : Et pour la **démocratie**, le service public, c'est **l'égalité des chances** pour tout le monde.

■ **BRIGITTE** : Le statut est la **colonne vertébrale d'un agent territorial**. Dans la Creuse, on a édité un guide avec les principaux axes du statut parce que quand on rencontre les agents, même des petites collectivités, c'est l'élément premier que l'on décline. Il faut défendre et améliorer le statut. Un fonctionnaire n'est pas un nanti, il est un **acteur de la vie sociale du territoire**.

■ **AURÉLIEN** : Ce qui définit l'utilité du statut, c'est l'emploi public, **on n'est pas soumis à la rentabilité**. On rend un service au public, et c'est aussi pour ça justement, comme on l'évoquait, que c'est lié à la **question de l'indépendance**. Il pourrait y avoir des services publics gérés par le privé, mais ça ne serait pas la même chose. Le **statut définit un cadre pour les agents du service public**, pour qu'ils soient vraiment au service du public. Pour moi, c'est essentiel. Véolia, par exemple, qui fait des missions de service public, au final, Véolia cherche en premier lieu à faire des bénéfiques, ce n'est pas par gentillesse. Nous on rend cette mission, parce que c'est notre métier de la rendre au public.

# ÊTRE UTILE EST UN BEAU MÉTIER



Mutuelle Nationale Territoriale, mutuelle régie par les dispositions du livre II du Code de la mutualité immatriculée au répertoire SIRENE sous le numéro SIREN 775 676 584. Document à caractère publicitaire – Avril 2016 - Credit Photos : Benjamin Jühen.

Jour après jour, quelle que soit leur activité, les territoriaux s'investissent à travers leurs missions de service public pour être utiles à tous leurs concitoyens. Un engagement que la Mutuelle Nationale Territoriale salue et partage en les protégeant tout au long de leur vie personnelle et professionnelle.

Complémentaire santé, maintien de salaire, services, santé au travail... la MNT est fière d'être utile à plus d'1,9 million d'agents territoriaux.



SANTÉ

PRÉVOYANCE

SERVICES

09 72 72 02 02  
(prix d'un appel local)

  [mnt.fr](http://mnt.fr)  
mutuelleMNT

# Lutter, c'est aussi voter !

## La CGT au cœur des débats pour les élections présidentielles

# L'AVENIR DES FONCTIONNAIRES : DECRYPTAGE DE PROMESSES !

PAR SYLVIE GUINAND, SECTEUR COMMUNICATION

La Fédération CGT des Services publics à l'offensive pour un renouveau démocratique !

Le mensuel de la CGT, *Ensemble !*, titre dans son numéro de mars 2017 : « *Présidentielles : le progrès social doit s'inscrire au cœur de la campagne électorale. C'est le combat de la CGT, porteuse de multiples propositions sur le sujet.* »

**Repères confédéraux et memorandum revendicatif fédéral en poche, les fondements de notre intervention syndicale sont les actions de masse et de classe pour conquérir des droits nouveaux (pour notre classe, les salarié-e-s).**

Même si les luttes ont été dures ces dernières années, teintées de répression et de violences policières, de « murs » politiques, notre combat collectif au sein de la CGT a permis néanmoins de contrer les attaques du gouvernement et du MEDEF et de gagner des batailles d'idées importantes, comme les 32 heures (appliquées dans des entreprises et collectivités en France), un Statut du Travail Salarié et une Sécurité Sociale Professionnelle, une banque Publique européenne, la reconquête du financement du CNFPT à 1 %, l'augmentation du point d'indice et du pouvoir d'achat des fonctionnaires, l'abrogation du jour de carence, le renforcement du titre 1 de notre statut général...

Alors qu'ils commencent à être timidement proposés dans les débats en vue des élections présidentielles, même si nous sommes loin de l'ensemble de nos revendications, tous ces sujets étaient cependant tabous il y a encore quelques années ! Nous étions les utopistes de la CGT, hors des réalités ! Impossible de financer ! Pensez donc, c'est la crise, nous devons faire des économies, et ces fonctionnaires qui ne servent à rien, il faut que cela cesse !

Nous avons su imposer dans le débat public les questions qui fâchent : fraude fiscale, exonérations, niches, taxations non équitables : quelle autre répartition des richesses ? Services publics et fonctionnaires sous statut : quel sens pour l'usager et pour la société ? Impôt à la source : quels dangers pour notre protection sociale ? Licenciements abusifs et délocalisations : quels enjeux d'un Nouveau Statut du Travail Salarié ?

Aujourd'hui, notre combat syndical doit se prolonger dans les urnes : chacune et chacun de nous est responsable de la suite que nous souhaitons écrire. **Nos choix ne peuvent s'opérer qu'en réfléchissant aux conséquences que les projets des candidats à la Présidentielle d'avril-mai puis aux législa-**

**tives de juin 2017 auront sur nos conditions de travail, nos vies, notre société et notre Statut de fonctionnaire.**

Nous avons eu envie de plonger dans les propositions des candidats et le secteur Communication a analysé quelques programmes : à vous de voir !

**NOUS AVONS EU ENVIE DE PLONGER DANS LES PROPOSITIONS DES CANDIDATS ET LE SECTEUR COMMUNICATION A ANALYSÉ QUELQUES PROGRAMMES, À VOUS DE VOIR !**

**PAROLES DE CANDIDATS**  
**Le service public du côté...**

[VOIR PAGE SUIVANTE]



## ... Des républicains

Programme de François Fillon  
(Premier ministre de Sarkozy)

## POUR LES USAGERS

## RÉFORME TERRITORIALE

- Il faut permettre de fusionner des communes ou des départements, même si cela doit conduire à **des disparités d'une région à l'autre**. La question de la fusion des départements et des régions sera abordée.
- Je ne veux plus que l'on impose les mêmes règles administratives dans les agglomérations urbaines, dans les villes moyennes, dans les territoires ruraux et même parfois dans les départements d'outre-mer.
- Réduire le millefeuille territorial en ramenant le nombre d'échelons de 4 à 2.

## LOGEMENT

- Abrogation de la loi ALUR et révision de la loi SRU et du DALO.
  - Il convient de supprimer les aides associées à la construction de logements sociaux au-delà du seuil de 30 à 40 % de logements sociaux dans une commune.
  - Il faut supprimer les normes sur la conception, en les remplaçant par des normes sur les objectifs.
- Constructions : Nous devons alléger les contraintes et **simplifier les normes qui s'appliquent à la construction des établissements recevant du public.**

## SÉCURITÉ

- Autoriser les maires à renforcer et armer les polices municipales. Elles doivent pouvoir procéder à des contrôles d'identité et dresser

des procès-verbaux dans tous les domaines.

- Accompagner les communes dans l'installation de systèmes de vidéo protection.
- Mobiliser les réservistes de la gendarmerie.
- Rendre systématique la coopération avec les sociétés privées.
- Réunir la police nationale et la police municipale.

## SANTÉ

- Recentrer l'assurance maladie sur les affections graves et l'assurance privée pour le reste.
- Multiplier les créations de maisons de santé privées ou publiques. Les normes peuvent être allégées.

## SOCIAL

- Création d'une allocation sociale unique, sous contrôle des maires

## FISCALITÉ

- L'État doit aider les communes et les communautés de communes à réviser leur base de fiscalité avec, entre autres, l'objectif d'augmenter les bases fiscales.
  - Augmentation du taux de la TVA
- De manière plus générale, 100 milliards d'euros d'économies sur les « dépenses publiques » sont au programme, l'allègement des « charges », la suppression des normes, la libération de l'économie.

## POUR LES FONCTIONNAIRES

## RETRAITE

- J'harmoniserai les régimes spéciaux pour les faire basculer vers le régime général.
- La retraite des fonctionnaires devra être calculée sur les 25 meilleures années de leur carrière.

- Inscription dans la constitution du principe d'égalité des régimes spéciaux.

## TEMPS DE TRAVAIL

- Supprimer les 35 heures. Le temps de travail doit pouvoir être décidé dans la limite des 48 h posée par le droit européen.

## EMPLOI

- Supprimer 500 000 postes sur 5 ans.

## MALADIE

- Instituer 2 jours de carence dans la fonction publique.
- Je supprimerai la cotisation maladie sur les salaires.

## STATUT

- Simplifier et élargir pour les administrations le recrutement des contractuels de droit public.
- Mieux organiser la mobilité au sein et entre les fonctions publiques, en accélérant en particulier le travail de simplification statutaire, ainsi qu'entre public et privé.

De manière plus générale, il va falloir tenir les budgets, réduire les effectifs, sérier les priorités, mutualiser les politiques, chercher l'efficacité.

Et la cerise sur le gâteau :  
« je procéderai par ordonnances chaque fois que nécessaire »

## La méthode : une autre version du 49.3 pour tuer la CGT et la concertation sociale

- Recentrer le Code du travail sur les normes sociales fondamentales et renvoyer le reste aux accords d'entreprise.
- Donner le dernier mot aux salariés grâce au référendum en cas de blocage du dialogue social.
- Instituer la liberté de candidature au 1<sup>er</sup> tour des élections professionnelles
- Limiter à 50 % du temps de travail le temps consacré à l'exercice du mandat de chaque représentant du personnel
- Relever les seuils sociaux.

# LES DE CANDIDATS

## Service public du côté...

... En marche !

### Programme d'Emmanuel Macron

(ministre de l'économie, sous Hollande, issu du groupe financier Rothschild, à l'origine du CICE et du pacte de responsabilité)

#### POUR LES USAGERS

##### RÉFORME TERRITORIALE

- En concertation avec les élus, nous simplifierons l'administration territoriale en confiant aux services des métropoles les compétences des conseils départementaux où elles se situent.
- Nous inciterons à la création des communes nouvelles.
- Nous donnerons accès aux services publics en développant les maisons de services publics qui regrouperont dans un même lieu (sous-préfectures notamment) tous les services essentiels à la vie quotidienne (poste, prestations sociales, accès à l'emploi...).

##### LOGEMENT

- Nous maintiendrons la loi SRU (Loi Solidarité et Renouveau Urbain)
- Nous mettrons en place un système de points. Il permettra de connaître ses chances d'obtention et le délai d'attente.
- Les autorisations d'urbanisme, notamment le permis de construire, seront transférées

à l'intercommunalité ou, le cas échéant, à la métropole, voire à l'État.

##### SÉCURITÉ

- Nous créerons 10 000 postes de policiers et gendarmes supplémentaires.
- Nous créerons 15 000 places de prison supplémentaires.
- Interdiction aux délinquants de fréquenter les quartiers où ils ont commis des délits
- Nous créerons une police de sécurité quotidienne.

**Aucune mesure concrète, aucune précision sur les polices municipales et les missions dédiées aux forces de police nationale**

##### SANTÉ

- Nous créerons un service sanitaire de 3 mois pour tous les étudiants en santé : dans ce cadre, 40 000 d'entre eux interviendront dans les écoles, les entreprises, pour des actions de prévention.
- Nous ferons évoluer la rémunération des médecins en ville afin de mieux valoriser les actions de prévention.

- Nous donnerons davantage d'autonomie aux hôpitaux en diversifiant les modes de rémunération des professionnels et les modes de financement des hôpitaux.
- Nous doublerons le nombre de maisons pluridisciplinaires de santé
- Nous favoriserons la concurrence en instaurant notamment 3 contrats types que devront proposer assureurs et mutuelles.
- Nous doublerons le nombre de maisons de santé d'ici 2022.

**Aucune précision quant à l'offre de soins publics, à son financement ou à l'accès au droit à la santé, puisque la part des cotisations sociales pour les salariés et les entreprises est réduite. À mots couverts, le candidat Macron favorise les assurances privées, comme le candidat des Républicains.**

##### DÉMARCHES ADMINISTRATIVES

- Nous créerons un compte citoyen en ligne, qui rassemblera sur une même interface tous les droits.
- Démarches administratives : D'ici 2022, 100 % des démarches administratives pourront être effectuées depuis Internet — sauf première délivrance des documents d'identité officiels.

##### TEMPS PÉRISCOLAIRE

- Pour les écoles primaires, laisser aux communes — en lien étroit avec les écoles de leur territoire — le soin d'organiser le temps périscolaire sans contrainte.

##### FISCALITÉ

- Nous exonérerons 4 Français sur 5 de la taxe d'habitation, l'État paiera la taxe d'habitation en lieu et place des ménages.
- Baisse de l'Impôt sur les Sociétés.
- Transformation de l'Impôt Sur la Fortune en Impôt sur la Fortune Immobilière.

"EN MARCHÉ"  
LE MOUVEMENT  
APOLITIQUE DE MACRON

NI A  
DROITE,  
NI A  
GAUCHE!



## PAROLES DE CANDIDATS

## Le service public du côté...

... En marche !

## Programme d'Emmanuel Macron

*(ministre de l'économie, sous Hollande, issu du groupe financier Rothschild, à l'origine du CICE et du pacte de responsabilité)*

Le candidat Macron favorise clairement les détenteurs de capitaux financiers. La suppression de la taxe d'habitation, cumulée avec la baisse des dotations, compromet de fait les finances des collectivités.

**De manière plus générale, la cure d'austérité imposée aux services publics est chiffrée à 60 milliards d'euros répartis entre les différents acteurs publics : administrations sociales, État et les agences, collectivités locales (10 milliards, sur 5 ans), ce qui comprend, notamment, la réduction des coûts imposés (normes...).**

## POUR LES FONCTIONNAIRES

### RETRAITE

■ Création d'un système universel de retraites.

**Cette mesure reprend la mesure du candidat Fillon pour l'alignement des retraites sur la base du régime général, sans le dire.**

### TEMPS DE TRAVAIL

■ Les collectivités devront, sous six mois, remettre à plat les dérogations au temps de travail aujourd'hui en œuvre.

### EMPLOI

■ Suppression de 70 000 postes dans la fonction publique territoriale (50 000 postes non renouvelés dans la fonction publique d'État).

### MALADIE

- Il faudra revenir sur la suppression du jour de carence.
- La baisse de cotisations pour les indépendants, les salariés et les fonctionnaires sera financée par une hausse de la CSG de l'ordre de 1,7 point.
- Exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires.

### STATUT

- Le statut des fonctionnaires ne sera pas remis en cause, mais il sera modernisé et décloisonné par un assouplissement du système rigide des corps (cadres d'emplois).

**Le reste des propositions précise sa définition de notre Statut.**

- Nous mettrons fin à l'évolution uniforme des rémunérations de toutes les fonctions publiques afin de mieux prendre en compte les spécificités de chacune. Nous supprimerons l'application automatique des évolutions de rémunération décidées par l'État aux collectivités.
- Nous introduirons plus de souplesse dans la gestion des carrières avec des rémunérations plus individualisées et la promotion des mobilités.
- Nous éliminerons les contraintes statutaires qui restreignent l'accès aux postes d'encadrement supérieur dans la fonction publique.
- Nous recruterons un quart au moins des directeurs d'administration centrale en dehors de la fonction publique sur la base d'appels à candidatures ouverts visant à identifier les meilleures compétences techniques et managériales.
- Nous développerons le recrutement sur contrat dans les fonctions non régaliennes.
- Nous alignerons le statut des contractuels publics sur le droit du travail commun.
- Nous donnerons plus de souplesse aux collectivités pour gérer leurs ressources humaines.

- Nous élargirons les horaires d'ouverture des services publics pour les adapter aux contraintes des usagers : certains services publics ouvriront le samedi et en soirée. Nous ouvrirons les bibliothèques le soir et le dimanche, l'État financera l'extension des horaires des bibliothèques municipales.
- Nous développerons l'expérimentation de nouvelles façons de travailler et de servir les usagers.

Et la démocratie ?  
« Nous favoriserons la procédure accélérée pour l'adoption des textes. ». Vous reprendrez bien un peu de 49.3 ?

### LA MÉTHODE DE DIALOGUE SOCIAL

- Une instance unique de représentation reprenant l'ensemble des attributions des comités d'entreprises, délégués du personnel et CHSCT sera mise en place dans toutes les entreprises.
- Le Code du travail définit un socle de droits et de règles (durée légale du travail, salaire minimum, égalité professionnelle...) qui continuera de s'imposer aux entreprises. Au-delà, la primauté sera donnée aux accords d'entreprise.

**FIER-E-S**  
D'ÊTRE  
**FONCTIONNAIRES !**

**Lutter, c'est aussi voter !**  
**La CGT au cœur des débats**  
**pour les élections présidentielles**

## UN PARTI PAS COMME LES AUTRES : LE FRONT NATIONAL (FN)

### INTRODUCTION DE LA NOTE ÉCONOMIQUE CGT N° 148 DE FÉVRIER 2017 :

« Des décennies de pression sur le monde du travail, de politiques ultralibérales en faveur des riches et des détenteurs de capitaux, de promesses non tenues et de reculs sociaux sont à l'origine de la déception et de la grande amertume de pans entiers de la population, surtout les salariés, les privés d'emploi et les retraités à faibles revenus.

Le sentiment de trahison, la peur du déclassement, l'insécurité sociale constituent un terreau propice à la progression des idées d'extrême droite et expliquent, dans une très large mesure, la hausse des suffrages en faveur du FN.

Pourtant, la vision de société défendue par le parti d'extrême droite s'oppose profondément aux intérêts du monde du travail. Fondée sur une analyse du discours et des documents officiels du FN, cette note vise à démontrer les réalités suivantes :

- les politiques décevantes des gouvernements successifs expliquent largement la poussée de l'extrême droite ;
- le FN surfe sur les souffrances des gens, surtout les plus démunis, et emploie des mots et formules qui leur parlent ;
- en dépit d'un changement de style, de stratégie et de tactiques, le FN porte une vision de société qui est :
  - contraire aux intérêts des travailleurs/travailleuses,
  - pro-capitaliste,
  - anti-immigré-e-s, xénophobe et colonialiste ;

• derrière l'image "moderne" de Marine Le Pen se cache un conservatisme social. »

### COMMENT EXPLIQUER LE VOTE FN ?

AVANT ON NOUS MÉPRISAIT PARCE QU'ON ÉTAIT DES GROS BEAUX FACHOS AVEC DES IDÉES RACISTES ET RÉACS...

MAIS DEPUIS QU'ON VOTE FN, ON EST RESPECTÉS PARCE QU'ON EST DES PAUVRES ÉLECTEURS ÉGARÉS VICTIMES DE LA DURETÉ DE LA VIE !!!

SE PEUT-IL AVOIR UNE INTERVIEW, S'IL VOUS PLAIT ?



## ...UN PARTI PAS COMME LES AUTRES : LE FRONT NATIONAL (FN)

La note confédérale intitulée « FN 2017 : vieilles idées et nouveaux habits », explique très précisément pourquoi le syndicalisme doit lutter contre l'extrême droite qui, malgré un changement de style, de stratégie et de tactiques, reste plus que jamais anti-travailleurs et anti-fonctionnaires. Elle met en avant **comment l'extrême droite méprise les fonctionnaires** à travers quelques phrases reprises :

**« Je pense qu'il faut limiter la fonction publique territoriale parce qu'il ne m'apparaît pas qu'elle serve à la population »**

(Marine Le Pen, BFM TV – 25 mars 2011).

**« Il faut absolument réduire massivement la fonction publique territoriale »**

(Marine Le Pen, 30 octobre 2011, Grand jury RTL/LCI/Le Figaro).

**« Les collectivités territoriales devront maîtriser leurs effectifs et présenter chaque année au préfet de leur département pour les plus importantes d'entre elles (régions, départements, intercommunalités et communes de plus de 10 000 habitants) un plan impératif de réduction ou de stabilisation de leurs effectifs. »** (Programme politique du Front National)

Le 21 février 2013, Marine Le Pen a critiqué l'annonce gouvernementale d'abrogation du jour de carence au motif que cette mesure « agrandirait la différence entre le privé et le public » (interview sur France 2).

En région PACA, dans le cadre de la campagne des régionales, Marion Maréchal Le Pen prône le non-remplacement de départs en retraite de fonctionnaires territoriaux. À Hayange, la municipalité frontiste ne remplace pas les départs en retraite.

À Beaucaire, elle remet en cause l'organisation du temps de travail du personnel communal. À Béziers, Fréjus et au Pontet, elle veut réduire les effectifs.

**DEPUIS LES MUNICIPALES DE 2014,  
OÙ EN SONT JUSTEMENT LES MAIRIES  
BRUNES ?**

**Extrait du rapport d'actualité de Baptiste Talbot, secrétaire général de la Fédération CGT des Services publics les 21/22 mai 2014, suite aux élections municipales de 2014 :**

*« Celle-ci [l'extrême droite, NDLR] a toutes les raisons de regarder l'avenir avec confiance. Pour ce qui la concerne, le bilan des municipales est en effet très positif. Le FN et le Rassemblement Bleu Marine gagnent dix villes : Hénin-Beaumont, Beaucaire, Fréjus, Le Pontet, Cogolin, Hayange, Mantes-la-Ville, Villers-Cotterêts, Le Luc et Béziers. Il remporte une mairie d'arrondissement à Marseille. Il obtient son meilleur score à Cogolin, avec 53,1 %, et dépasse 40 % au second tour dans dix villes : Saint-Gilles, Tarascon, Fréjus, Perpignan, Frontignan, Le Pontet, Carpentras, Villers-Cotterêts, Bruay-la-Buissière et Brignoles. »*

*Dans un communiqué du 31 mars, le FN revendique avoir présenté 597 listes dans les communes de plus de 1 000 habitants et avoir été présent dans près de la moitié des villes de plus de 10 000 habitants. Dans 328 communes, les listes FN ont pu se maintenir au second tour. Le FN affirme disposer, dans les villes de plus de 1 000 habitants, de 1 546 conseillers municipaux et de 459 élus dans les intercommunalités.*

*À ces villes frontistes, il faut ajouter les quatre communes du Vaucluse administrées par des maires de la Ligue du Sud, parti dirigé par Jacques Bompard : il s'agit des villes d'Orange, Bollène, Piolenc et Camaret-sur-Aigues. Pour être complet, on relève qu'un dirigeant du Parti de la France de Car Lang a été élu maire du village de Besmont dans l'Aisne.*

*Au total, ce sont près de 453 000 de nos concitoyens qui vivent dans une commune administrée par l'extrême droite. Et ce sont plusieurs milliers de nos collègues agents territoriaux qui sont sous l'autorité administrative d'élus d'extrême droite. À l'échelle nationale, cet enracinement est certes limité, mais on notera tout de même qu'à l'échelle du département du Vaucluse, ce sont plus de 10 % des habitants qui vivent dans une commune administrée par l'extrême droite. »*

La dernière publication de Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA), « Lumières sur mairies brunes » aux éditions Syllepse\*, dresse le bilan des politiques menées dans ces villes. Si vous êtes agent public, vous devez lire ce livre ! **Quelques**

### exemples de mesures frontistes :

■ Le 4 avril 2014, Marine Le Pen annonce que les mairies FN supprimeraient systématiquement les « repas de substitution » dans les cantines scolaires.

■ 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissement de Marseille : Stéphane Ravier, maire FN, a créé une délégation aux « affaires culturelles et à l'identité ».

■ Hénin-Beaumont : le 8 avril, Steeve Briois, maire FN élu dès le 1<sup>er</sup> tour, a retiré à la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) le local jusqu'à attribué, car considérée comme adversaire en raison de ses prises de position contre les thèses du FN. Le 9 avril, la majorité FN a déclaré vouloir réclamer à la LDH 36 000 euros d'impayés ! Le même soir, ils signaient une convention de mise à disposition de manière gracieuse du même local aux Restos du Cœur, avec force cérémonie et caméras. Celles-ci vont graver dans le marbre le soutien aux Restos du Cœur et fournir l'occasion à la mairie de se forger une image conforme à ses souhaits.

■ Villers-Cotterêts : le maire FN a augmenté sa rémunération de 487 € après avoir voté contre celle de son prédécesseur parce qu'elle était trop élevée.

■ Cogolin : le maire FN s'est adjugé une enveloppe de « frais de représentation » de 1 200 € mensuels supplémentaires.

■ Le Luc : le maire FN et ses élus se sont augmentés de 15 %.

■ Le Pontet : Joris Hébrard, maire FN, s'est augmenté de 44 %. Dans le même temps, il demandait un « audit » sur la situation « catastrophique » du CCAS, alors que les comptes avaient toujours été équilibrés. Quelque temps après, il fait voter la fin de la gratuité de la cantine scolaire pour les enfants des familles démunies, qui existait depuis 30 ans. Il s'agissait, selon le maire, de « responsabiliser ces familles » et de réaliser 30 000 € d'économies sur un budget de 50 millions...

■ Beaucaire : Julien Sanchez, maire FN, a retiré le partenariat de la Ville qui la liait au centre socio-culturel Fernand Buisson, mettant celui-ci en grande difficulté.

■ Béziers : Robert Ménard est sans étiquette mais élu sur une liste FN. Il a recruté dans sa mairie des cadres appartenant à une extrême droite radicale. Son nouveau chef de cabinet,



Lutter, c'est aussi voter !

**FIER-E-S**  
D'ÊTRE  
**FONCTIONNAIRES !**

## L'IMMIGRATION COÛTE CHER À LA FRANCE : VRAI OU FAUX ?

# FAUX

**Selon les études, au contraire, elle rapporte.**

par exemple, Christophe Pacotte, est un dirigeant du Bloc Identitaire. Le nouveau directeur de cabinet, André-Yves Beck, vient de la mairie d'Orange (Ligue du Sud) et aurait combattu comme mercenaire fasciste en Croatie, au début des années 1990. Dès le début, la municipalité a pris des mesures antisociales, comme par exemple en juin 2014 où elle a réduit la participation aux activités périscolaires aux seuls enfants dont les deux parents travaillent (avec preuve), a diminué le budget du CCAS de 5 %, a pris des mesures de « compression » du personnel sous forme de licenciements et de non-renouvellement de contrats...

**Les exemples de régression sociale, de diminution des droits, d'autoritarisme, de répression avec violences policières, de mesures anti syndicales se comptent par milliers dans seulement 11 villes tenues par l'extrême-droite...** Imaginons à l'échelle de la nation et de l'Europe ce qu'un parti comme le Front National serait capable de mettre en place comme politiques libérales exacerbées sur fond de nationalisme et de violence, s'il accédait au Gouvernement.

\*Vous pouvez commander les ouvrages « Lumière sur mairies brunes », « Face au FN et à toute l'extrême droite, réponses et ripostes syndicales » sur le site de VISA. <http://www.visa-isa.org/>

Vous pouvez retrouver la note économique CGT n° 148, de février 2017, sur notre site fédéral : <https://www.cgtservicespublics.fr> -> Espace militant > Lutte contre l'extrême droite

Les immigrés d'un pays comme la France créent de la richesse et de l'emploi, car ils sont aussi consommateurs, cotisants et contribuables. Leur apport est important en termes de cotisations sociales, de taxes sur la consommation (TVA sur tous les produits du quotidien), de CSG et d'impôts (revenus, taxes d'habitation, foncières...). Ils apportent également une diversité culturelle et professionnelle qui favorise l'économie du pays d'accueil.

**Les populations immigrées perçoivent moins de prestations que les natifs pour ce qui est de l'assurance maladie et de l'assurance vieillesse, les deux postes les plus importants de la protection sociale,** et davantage qu'eux pour ce qui est des aides au logement, du RSA, des allocations

familiales et des allocations chômage : ce qui reflète les réalités vécues au travail par les migrants : peu ou pas de reconnaissance des qualifications, contrats précaires, rémunérations planchers, conditions de travail difficiles...

Le tableau ci-dessous, établi pour l'année 2005, montre que l'immigration représente **un coût de 68 milliards d'euros et des recettes de 72 milliards**, donc un **apport net de presque 4 milliards**.

Pour la plupart des pays, remarque l'OCDE, l'impact de l'immigration est positif. L'emploi étant le principal facteur de contribution fiscale des immigrés, l'OCDE invite les pays à une meilleure intégration des immigrés dans le marché du travail.

Recettes	Montant annuel en millions €	Dépenses	Montant annuel en millions €
Impôts sur revenus du travail	3 414	Retraite	16 365
Impôts sur revenus du capital	3 350	Logement	2 593
Taxes sur la consommation	18 335	RMI	1 740
Impôts locaux	2 541	Chômage	5 047
CSG-CRDS	6 215	Famille	6 724
Cotisations sociales	26 457	Santé	11 154
Autres recettes	11 714	Éducation	4 222
		Autres dépenses	20 295
<b>Total</b>	<b>72 026</b>	<b>Total</b>	<b>68140</b>
<b>Impact budgétaire net</b>	<b>3 885</b>		

Source : Xavier Chojnicki et Lionel Ragot, pour ATD Quart Monde, publication du 11 octobre 2016 sur leur site ATD Quart Monde France

Services publics pour tous



# CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION LE VISAGE DU FN À HÉNIN-BEAUMONT

En novembre 2016, René, secrétaire général du syndicat CGT des Territoriaux d'Hénin-Beaumont (62), était convoqué au Tribunal de Béthune en vue d'une éventuelle mise en examen suite à une plainte du maire FN de la collectivité, concernant des messages postés sur Facebook. La CSD, l'interpro et les camarades des collectivités voisines présents au rassemblement de soutien avaient témoigné :

**BAPTISTE TALBOT** : Cette affaire pose la question de la manière dont le FN gère la municipalité.

Le FN s'attaque à la CGT, mais il s'attaque aussi aux moyens consacrés aux services publics, et à travers ça, c'est bien la question du service rendu aux usagers qui est posée. Plus largement, cette action s'inscrit dans une tentative de criminalisation de l'action syndicale.

**TERRITORIAUX D'HERSIN-COIGNY** : Nous sommes venus pour défendre les libertés syndicales.

Aujourd'hui, il faut faire attention à nos publications sur les réseaux sociaux, c'est l'image de la CGT, surtout quand on a des responsabilités. Au début (du mandat du maire, NDLR), tout allait bien, quand ils ont compris le fonctionnement du syndicat, ils l'ont dégommé.

**GREG, UD 62** : Nous sommes ici pour défendre les libertés syndicales, et pour soutenir les camarades d'Hénin-Beaumont qui sont dans des situations de pressions, y compris en dehors du temps de travail, par des appels pour les « convaincre » d'assister au conseil municipal. Beaucoup sont mis au placard. Avec la nouvelle municipalité, le changement s'est fait en 2 temps. Avec l'ancienne municipalité, le dialogue social était rompu, le maire FN a affiché une volonté d'ouverture avec

la CGT, et c'était mieux. Ensuite, l'équipe municipale a mis en œuvre une politique sécuritaire avec l'installation de caméras, sans passage au CT. Depuis, c'est l'affrontement.

**NADÈGE, CSD 62** : Nous envisageons de créer un diaporama sur l'implantation du FN à Hénin-Beaumont et expliquer le martèlement et la propagation de leurs idées, et d'organiser un débat. Les idées du FN, en vitrine, prêtent à confusion dans leurs messages, y compris en reprenant nos propositions CGT. Mais dans l'application, c'est autre chose. À Hénin, concernant l'installation des caméras, aucune démarche n'a été faite auprès de la CNIL, et pourtant, la préfecture a donné son autorisation. On dénonce également des procédés « clientélistes », au mépris du statut de la FPT.

## RÉSEAUX SOCIAUX : DES OUTILS DE COMMUNICATION À MAÎTRISER COLLECTIVEMENT

Cette plainte contre un camarade CGT pour des propos diffamatoires sur Facebook n'est pas un cas isolé des attaques tentées par toute municipalité ou tout employeur public contre le syndicat CGT, souvent d'ailleurs à partir d'autres supports de communication, dont les tracts. Les faits démontrent que c'est dans une large majorité dans les villes, départements et régions tenus par la droite et l'extrême droite. Depuis, le maire FN a perdu contre le militant CGT, mais cette affaire, comme d'autres, rappelle l'importance d'une vigilance collective permanente sur les parutions et publications que nous mettons, syndiqués et militants, entre les mains du public qui nous lit.

**En tant que fonctionnaires, il est important de rappeler que nous avons le droit de nous exprimer comme tout citoyen :**



depuis 1946, c'est la conception du fonctionnaire-citoyen, opposée au fonctionnaire « qui sert et qui se tait » du régime de Vichy, où il était soumis à l'obligation de réserve. Depuis, notre Statut a été renforcé dans ce sens et si **nous avons des devoirs de discrétion et de secret professionnel (exemple : ne pas divulguer des informations confidentielles sur du public suivi, ou ne pas parler publiquement de situations personnelles, etc.), nous avons le droit, voire le devoir de nous exprimer sur le service public, sa gestion, les conditions de travail, l'organisation, le sens, bref tous les sujets qui concernent notre travail et notre société.** Mais nous avons aussi le devoir d'être exemplaires et irréprochables dans notre manière de communiquer. Dans les syndicats comme dans toute la fédération, le travail collectif pour mener une vraie politique de communication reste le meilleur rempart contre les erreurs et la meilleure assurance de faire cheminer nos idées et revendications.

# FOCUS

## UNE DÉMARCHE FÉDÉRALE RÉSOLUMENT À L'OFFENSIVE CONTRE LES IDÉES DE L'EXTRÊME DROITE !

Face à la « résistible ascension du Front National », notre 11<sup>e</sup> congrès, dans sa première décision, a décidé de poursuivre et d'amplifier le nécessaire combat contre la propagation des idées d'extrême droite et leur mise en pratique.

Les syndicats réunis en congrès ont très largement voté pour qu'un travail syndical soit mené en ce sens à tous les niveaux de

notre organisation et dans les cadres unitaires disponibles.

**L'objectif de ce combat contre l'extrême droite, les discriminations et la xénophobie est d'empêcher l'accession des partis d'extrême droite aux responsabilités à quelque niveau que ce soit, de lutter là où ils ont pris le pouvoir et d'agir sur les causes du développement de leurs idées.** Pour cela, une stratégie de mise en œuvre et de déploiement a été actée en novembre 2016 par la Commission Exécutive Fédérale (CEF) :

### Actions :

- ▮ Rédiger un argumentaire ;
- ▮ Construire une Bibliographie ;
- ▮ Mettre en place un module de formation en s'appuyant sur celui de la Confédération ;
- ▮ Mettre en place avec les Coordinations Syndicales Départementales (CSD) des journées d'étude.



Limoges, le 15 décembre 2016





© DR Limoges, le 15 décembre 2016

#### Communication :

- ! Consacrer une large place au sujet dans nos publications ;
- ! Communiquer sur les journées d'étude ;
- ! Impulser pour organiser dans toutes les CSD des journées d'étude.

#### Tous les moyens humains sont mis à

**contribution :** Fédération (pôle revendicatif, documentaliste, secteur formation, secteur communication), camarades des syndicats, des CSD, CFR, UD, UL\*, autres organisations syndicales disponibles sur ces combats.

\*Coordination Syndicale Départementale, Coordination Fédérale Régionale, Union Départementale, Union Locale

À l'initiative de la CSD 87, la première journée d'étude et de débats a eu lieu à Limoges le 15 décembre 2016 : avec la diffusion du film documentaire « Mains brunes sur la ville » suivie d'un débat auquel ont participé Bernard Richard, le réalisateur, Ivan Vialettes du syndicat de Béziers et Jérémy Zorzer du syndicat de Hayange. Retour sur une journée riche en interventions (plus d'une centaine de participant-e-s), qui en appelle d'autres.



Services publics  
pour tous

## FRONT NATIONAL

# Un parti politique aux racines ancrées dans la violence et la haine

D'APRES L'INTRODUCTION D'HUGUES MATHIEU, COORDINATEUR DEPARTEMENTAL DE LA CSD CGT HAUTE-VIENNE, LORS DE LA JOURNÉE D'ÉTUDE DU 15 DÉCEMBRE 2016 À LIMOGES.

L'époque qui s'étend de la fin de la guerre d'Algérie et du démantèlement de l'« Organisation Armée Secrète » (O.A.S) à l'émergence électorale du « Front National » peut, pour ce qui concerne la violence imputable à l'extrême droit, être divisée en deux périodes :

#### 1962 - 1985

La première étape, qui fait suite à l'échec de la lutte armée en Algérie et du terrorisme en métropole, voit des groupes activistes, composés majoritairement d'étudiants, s'opposer physiquement aux « ennemis » communistes et gauchistes dans des heurts qui ont le plus souvent pour théâtre la rue ou les Facultés et sont en bonne partie codifiés. Au terme d'une sorte de spirale activiste, les groupes « Occident » et « Ordre Nouveau » sont dissous par le gouvernement respectivement en 1968 et 1973. Toute l'extrême droite ne s'engage pas dans

la voie activiste : c'est même pour rompre avec elle que Dominique VENNÉ publie en 1962 « Pour une critique positive » qui établit les bases de l'action métapolitique de ce qui deviendra en 1968 la « Nouvelle Droite ». En octobre 1972 est fondé le « Front National » qui, jusqu'en 1983, ne représente que 1 % de l'électorat. Il devient vite une « organisation-parapluie » dont nombre de militants possèdent la double appartenance avec un des multiples groupuscules existant au sein de la mouvance nationaliste. À partir de 1973 et jusqu'en 1983, survient une quinzaine d'actes violents dirigés contre une cible spécifique : les immigrés algériens et les symboles de la présence algérienne en France. Ils sont d'une portée grave (5 morts au total) et sont revendiqués par un « groupe Charles MARTEL » dont la nature exacte n'a jamais été trouvée. L'éventualité d'un lien entre la naissance du FN et la flambée de violence anti-« arabe »

# FOCUS

doit être appréciée en fonction de deux faits :  
**I** À l'instigation de François DUPRAT, c'est « Ordre Nouveau », composante du FN, qui a lancé, lors du meeting le 21 juin 1973, le thème « Halte à l'immigration sauvage ».

**I** Dès la campagne pour les élections municipales de 1977, le FN, toujours à l'initiative de DUPRAT, utilise le slogan : « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés de trop ! », « La France et les Français d'abord ! ».

Ce climat de violence raciste survient au moment où, à partir de 1974, le gouvernement français met en place une politique restrictive des flux migratoires. Tous ces facteurs contribuent à l'émergence du thème de la « fracture ethnique » à partir des années 80 et au passage à la violence dans le contexte imaginé d'une prétendue guerre civile entre Français « de souche » et immigrés musulmans.

Durant la même période, le nombre des actes antisémites et leur gravité augmentent et culminent avec :

**I** Un attentat à la bombe contre le restaurant universitaire du foyer israélite de la rue Médicis le 27 mars 1975.

**I** Un attentat contre la synagogue de la rue Copernic le 3 octobre 1980.

La quasi-totalité des attentats d'extrême droite est l'œuvre des ex-GNR (Groupes Nationalistes Révolutionnaires de base) de François DUPRAT.

En dépit de cela, il apparaît évident que si elle franchit, à cette époque, un palier en termes de rhétorique, la violence néo-nazie reste limitée en termes de passage à l'acte ; principalement parce qu'il n'existe aucune tradition française d'un néonazisme structuré ayant l'expérience du combat armé et qui ne soit pas parodique.

## 1985 - 2000

La seconde étape concerne les conséquences de la réussite électorale du FN sur le passage de l'extrême droite à la violence entre 1983-1984 et le début des années 2000.

Ces conséquences sont difficiles à déterminer, car la France n'est dotée d'un instrument de mesure de la violence xénophobe raciste et antisémite qu'avec la loi du 13 juillet 1990 confiant à la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH) la tâche de présenter un rapport annuel sur ces questions.

Le FN canalise les pulsions de violence et les détourne symboliquement vers le militantisme et le vote. Son inscription dans le cadre institutionnel, rejetée alors par une

minorité, génère des micro-partis qui sont des scissions radicales du FN : Parti nationaliste français en 1983 ; Parti nationaliste français et européen, PNFE, en 1985. De nouvelles formes de militantisme naissent, à commencer par l'apparition des skinheads

néo-nazis en grande majorité rétifs à toute organisation partisane, mais qui ont le plus souvent des liens épisodiques avec le FN, du type : brève adhésion aux actions du service d'ordre.

Le FN se trouve à ce moment-là dans la situation complexe de devoir, à la fois, tolérer cet encombrant prolétariat militant et veiller à son image.

Les associations antiracistes et antifascistes rassemblent et mobilisent sur le constat que

**le FN est,**

**somme toute, un parti violent, héritier des ligues fascistes des années 1930, voire du nazisme.** La mort par noyade de Brahim BOUARAM, poussé dans la Seine par un groupe de skinheads proche du PNFE et de « l'Œuvre française », en marge du défilé annuel du FN, provoquera, le 1<sup>er</sup> mai 1995, une prise de distance définitive entre le « Département Protection Sécurité » (DPS), service de sécurité du FN, et les milieux skinheads.

Le DPS communiquera à la police les enregistrements vidéo de la manifestation frontiste pour aider à l'identification des coupables.

Pendant la décennie allant du milieu des années 1980 à celle des années 1990, de nombreux actes de violence symboliques seront perpétrés :

**I** Profanation d'une sépulture au cimetière juif de Carpentras en mai 1990 commise par des proches du PNFE

**I** Agissements racistes imputables à la mouvance PNFE (seule formation qui ait réussi à agréer plusieurs centaines de « Skins de Parti »).

Ces événements seront à leur apogée en 1991, année marquée par des actes racistes et antisémites, et se termineront avec la scission du FN en 1998.

Pendant cette période, la violence à caractère raciste n'est pas directement liée aux scores électoraux du FN ; elle atteint un pic en 1990-1991 en raison de l'actualité internationale (guerre du Golf) et de ses conséquences sur l'opposition aux musulmans et aux Juifs. Israël étant souvent décrit comme le véritable bénéficiaire du conflit.

## 2000 - 2017

Le tournant abordé dans les années 2000, marqué aussi par une augmentation des violences, est important, car il correspond à une évolution de l'extrême droite due essentiellement à la tentative d'assassinat du Président CHIRAC par Maxime BRUNERIE le 14 juillet 2002. Cet acte militant isolé cause en effet la dissolution du mouvement « Unité Radicale (UR) » (le 8 août 2002) dont il était sympathisant.



Limoges, le 15 décembre 2016

**I** Un attentat contre le restaurant Goldenberg le 9 août 1982.

Bien que les preuves de la responsabilité des néo-nazis, en tant que commanditaires, soient inexistantes (sauf, peut-être, dans le cas Jo Médicis), se construit alors le mythe d'une résurgence néo-nazie qui se matérialise avec la « Fédération d'Action Nationale et Européenne (FANE) » (créée le 8 avril 1966 et dissoute en 1987).

Les principaux militants de ce groupe fondent en octobre 2009 le « Bloc Identitaire » (BI), devenu un parti politique à vocation électorale.

Si le BI lutte prioritairement contre la société métissée et multiculturelle, prônant une vision ethno-différentialiste et régionaliste de la société française, il définit comme adversaire principal l'Islam et sa présence sur le sol français. Cependant, la responsabilité des actes anti-musulmans, focalisés sur les symboles religieux (mosquées, cimetières), ne lui est pas imputable.

Ceux-ci sont l'affaire soit d'une manœuvre skinhead, soit de personnes non affiliées à une mouvance particulière.

Au sein de ce parti, le goût des actions militantes de choc n'a pas disparu : celles-ci ne font plus usage de la violence physique, elles sont conçues pour provoquer une visibilité médiatique optimum. La violence physique est canalisée, notamment par la création de clubs sportifs formant aux sports de combat.

Si les violences issues de l'extrême droite restent marginales, la persistance d'une violence générale provenant de cette famille politique est une terrible et incontestable réalité.

Les auteurs de ces actes ou menaces n'ont souvent aucun lien avec le FN ou d'autres groupes plus radicaux : ils appartiennent plutôt à une jeunesse ouvrière à la pensée identitaire diffuse, dirigée contre un Islam dont la stigmatisation n'est plus l'entreprise de la seule extrême droite.

Sur cette longue période, l'apparition et l'essor du FN ont vraisemblablement évité le basculement d'une partie de l'extrême droite radicale française vers la stratégie de la tension exacerbée et du terrorisme. L'apparition et le développement de ces groupes radicaux sont, eux-mêmes, une conséquence de la recherche perpétuelle de crédibilité du FN, à la fois contemplateur du « système », mais de fait inséré dans celui-ci, et verbalement radical, mais obligé d'inscrire son action dans le cadre des lois en vigueur. Au moins actuellement !

De notre point de vue, en effet, il ne s'agit là que d'une stratégie de conquête du pouvoir pour les urnes, qui ne peut masquer le fait que **le FN est un parti xénophobe, raciste et antisémite qui prône le retour des femmes au foyer, la restauration des corporations contre les syndicats de salariés, la liquidation des associations de défense des Droits Humains.**

Certains dirigeants du FN prônent le retour à « l'ordre ancien », celui d'avant 1789, d'une France blanche et catholique promettant, tel Roger HOLEINDRE, de faire pleurer des larmes de sang aux militants antiracistes, antifascistes, marxistes ou anarchistes une fois arrivés au pouvoir.

**VOILÀ POURQUOI IL EST DU DEVOIR  
DE CHAQUE CAMARADE DE LA CGT  
DE COMBATTRE QUOTIDIENNEMENT  
ET SANS RELÂCHE CES ORGANISATIONS,  
LEUR IDÉOLOGIE, LEURS PROGRAMMES  
ET CE QU'ILS DÉTRUISENT  
DANS LES COMMUNES QU'ILS DIRIGENT.**



## EXTRÊME DROITE

# Démasquer les idées d'extrême droite, une lutte syndicale à part entière

INTERVENTION DE CAROLINE LACOUR, COMMISSION EXÉCUTIVE FÉDÉRALE, À LIMOGES LE 15 DÉCEMBRE 2016

Tout d'abord, un grand merci aux camarades de la CSD 87 qui n'ont pas ménagé leur peine pour organiser cette journée de réflexion qui s'inscrit dans le combat de terrain que mène la CGT contre l'extrême droite, ses pratiques, ses idées d'exclusion et de division dans la société et notamment dans le monde du travail.

La Fédération CGT des Services publics souligne l'importance, dans le cadre du débat présidentiel qui s'ouvre, de démasquer les idées d'extrême droite qui ont envahi le débat public : surenchères sécuritaires, identitaires et désignation de boucs émissaires sont classiques de ce mouvement et on peut constater chaque jour leur poids croissant dans le discours médiatique et leur contagion politique.

Partant du constat que les idées d'extrême droite se répandent partout sur les territoires, dans les débats électoraux, sur les campus

ou les lieux de travail, la Fédération soutient cette première initiative à Limoges, berceau de la CGT, et encourage les camarades des CSD présents aujourd'hui, et plus largement encore, à initier dans leurs départements de telles actions.

Contrairement à ce qui peut se dire ou se penser, la question de l'extrême droite constitue un enjeu syndical à plusieurs titres :  
**I** Bataille globale de la CGT contre un courant politique qui d'une part prône des thèses contraires à nos principes fondamentaux et à notre conception démocratique de la République et des Services publics et qui d'autre part promeut un programme économique et social qui va à l'encontre des intérêts des salariés.

**I** Bataille professionnelle à mener contre ce courant qui a déjà travaillé à son implantation locale et ambitionne d'accéder aux responsabilités nationales.

# FOCUS

**I** Bataille à mener enfin s'agissant d'un parti qui considère la CGT comme un de ses adversaires principaux.

Face à ces enjeux, j'en viens à notre démarche syndicale.

Nous nous le sommes déjà dit au moment de l'affaire Engelmann : le FN prospère à partir de la détresse sociale et **le meilleur moyen de lutter contre l'extrême droite, c'est donc d'œuvrer pour le progrès social.**

Tout notre travail syndical pour élever le rapport de force et changer la donne sur le terrain revendicatif est donc partie intégrante de la bataille antifasciste.

En portant le fer contre la politique gouvernementale, nous contribuons à créer les conditions du retour à une politique de progrès social et à faire reculer le FN.

En défendant au quotidien le Service public de proximité, nous combattons un parti qui progresse particulièrement dans les zones où le service public a été mis à mal.

Considérant le contexte politique et l'absence de changement de cap en matière économique et sociale depuis mai 2012, il est évident que la majorité au pouvoir a des responsabilités dans la montée de l'extrême droite.

Pour autant, ces responsabilités du gouvernement ne peuvent nous amener à considérer que, tant que la politique en œuvre n'aura pas été modifiée, il n'y aurait rien à faire contre un FN qui continuerait de monter inexorablement.

Il n'y a pas de fatalité à voir l'extrême droite progresser parce que le contexte lui est favorable : y compris dans les conditions actuelles, le travail antifasciste est possible et nécessaire.

Il est nécessaire parce que nous avons face à nous nos pires ennemis.

Il s'agit en effet d'un courant politique qui, bien qu'il s'en défende, ne partage pas ce qui fonde notre République démocratique et les valeurs de la CGT. Comme l'affirment les statuts confédéraux, **la CGT « agit pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et des autres formes d'exploitation et de domination, contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions ».**

Nous avons affaire à un courant politique dont la violence, idéologique, verbale, physique, est un des moteurs. Comme l'a démontré le meurtre de Clément Méric et un nombre croissant d'agressions, cette violence s'exprime de plus en plus sur le terrain



© DR  
Limoges, le 15 décembre 2016

physique. Il nous faut intégrer cette donnée et nous préparer à faire face à ce type d'agissements, avec vigilance, fermeté et esprit de responsabilité.

Il importe par ailleurs d'avoir constamment à l'esprit que **l'extrême droite sert les intérêts du patronat et des possédants.**

Notre conception du monde est structurée par le clivage de classe et, sur le terrain de la lutte de classe, le FN se trouve dans le camp d'en face. S'agissant de son rôle de serviteur du capital et du programme qui en découle, je vous renvoie à l'argumentaire de la Confédération et aux travaux du réseau Vigilance Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA).

J'insisterai maintenant simplement sur deux aspects.

La propagande anti-immigrés du FN a pour effet de diviser les salariés et de détourner toute une partie de la population de la question de fond qu'est la nécessité d'une autre répartition des richesses, seule à

même d'améliorer durablement la situation présente. En toute logique, le FN ne porte donc aucune proposition qui soit de nature à répartir plus équitablement les richesses produites, et il ne met en rien en cause le caractère capitaliste du système.

Deuxième aspect à avoir en tête : le rôle historique que les courants de droite autoritaire ont joué au XX<sup>e</sup> siècle dans plusieurs pays en période de crise, comme rempart du capital permettant d'empêcher un bouleversement mettant à mal les intérêts du patronat et des possédants (Italie fasciste, Allemagne nazie, Espagne franquiste, Chili de Pinochet, entre autres).

« Plutôt Hitler que le Front populaire » disait le patronat français dans les années 1930. On constate aujourd'hui que les liens entre fascisme et grand capital restent d'une brûlante actualité.

Il est enfin nécessaire de lutter contre le FN parce que c'est pour nous une question d'autodéfense. En effet, cette organisation

considère, à juste titre, la CGT comme un adversaire et un obstacle dans la conquête du pouvoir. Nos camarades qui militent dans les syndicats de territoriaux de mairies conquises par le FN en font la douloureuse expérience, et nos camarades Jeremy et Yvan, présents ici aujourd'hui, peuvent en témoigner.

En articulation avec notre combat quotidien pour le progrès social, nous avons donc aussi un travail spécifique à mener visant directement le FN et ses thèses. De ce point de vue, nous avons au moins deux axes de bataille idéologique à travailler : celui du bilan municipal du FN et celui de son programme pour les collectivités locales, leurs services publics et la Fonction publique territoriale.

La menace est donc sérieuse et immédiate. Tous ces éléments plaident pour une action résolue de la CGT dans les mois à venir.

La question du développement de l'influence du FN est un des grands sujets de préoccupations des forces progressistes dans la période. La nature des réponses à apporter à ce défi fait l'objet de nombreux questionnements et nul ne peut prétendre détenir la recette miracle pour faire rentrer la bête immonde dans sa tanière.

Comme nous l'avions déjà affirmé suite à l'affaire Engelman en 2011, nous devons aborder ces questions sans tabou dans nos syndicats, de manière ferme et responsable. Avec ceux de nos adhérents qui s'interrogent voire se laissent gagner par des idées d'extrême droite, nous devons débattre, argumenter, convaincre. S'il s'avère de nouveau que certains s'inscrivent dans une stratégie d'entrisme et d'instrumentalisation de la CGT, l'organisation syndicale doit agir avec la même fermeté qu'elle l'a fait en 2011, et ce, en veillant à respecter scrupuleusement nos procédures statutaires. Les frontistes sont en effet friands de procédures judiciaires et nous devons donc prendre toutes les précautions d'usage en la matière.

À ce sujet, l'intervention de Philippe Martinez, notre secrétaire général, lors du 75<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Châteaubriant, mérite attention sur le plan syndical. Philippe met le doigt sur le fait que des syndiqués CGT peuvent être pris dans la nasse FN. Oui, le dire là, à Châteaubriant, dans ce lieu où des militants de la CGT ont été abattus par la bête immonde et par ses sous-fifres du FN de l'époque est un appel à lutter contre les haines et la montée fasciste. À nous militants de répondre à cet appel et de combattre ces thèses nauséabondes dans les collectivités et les entreprises.

D'autres initiatives ont lieu dans nos territoires. Ainsi, comme nous ici, le comité régional CGT Picardie a organisé une journée d'étude le 6 décembre pour s'inscrire pleinement dans cette campagne CGT.

Après Béziers en mai 2015 et Knutange en octobre 2015, les organisations CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et Fidl réunissent, aujourd'hui même à Monteux, commune du Vaucluse l'observatoire national des politiques et des pratiques de l'extrême droite. Une autre réunion est prévue le 28 février dans le Pas-de-Calais, près d'Hénin-Beaumont.

Pour terminer, je vais encore me répéter, mais il est important de souligner que nous avons face à nous des gens dangereux, pour la démocratie, pour les droits des salariés, pour le syndicalisme et en particulier la CGT. Nous avons face à nous des forces organisées, parmi lesquelles une partie de la droite

qui est prête à pactiser avec son extrême, quand elle ne pactise pas déjà. **Nous avons aussi face à nous un patronat qui, comme l'a tristement démontré sa position très majoritairement collaborationniste sous l'Occupation, a toujours fait passer ses intérêts de classe avant toute autre considération.**

Enfin, vu l'évolution de la situation politique, économique et sociale, il est donc indispensable d'aborder ces enjeux les yeux grands ouverts et de pouvoir identifier les conditions d'un combat syndical efficace contre l'extrême droite et les forces économiques qu'elle sert.

Notre CGT a déjà une longue histoire de lutte contre le fascisme. Il nous appartient d'en écrire une nouvelle page.

Mes chers Camarades, en guise de conclusion et avant l'apéro je vous invite à écouter une courte fable « Matins bruns » de Franck Pavloff écrite en 1998.

Le journal de  Numéro 19 / 15 septembre 2015 *Mais aidons les réfugiés sur place !*  
Robert Ménard, page 8

# Réalités et conséquences sur les Villes gérées par le Front National

## BEZIERS

### Mains brunes sur la Ville

**Au Cinéma le Dietrich**  
**Jeudi 30 mars 2017**  
**de 9h00 à 17h00**

Echanges et débats

Témoignages d'Agents Territoriaux  
des Villes d'Hayange et de Béziers

TERRITORIAUX  
POITIERS  
VILLE - CCAS -  
GRAND POITIERS  
*la*  
**cgt**  
UNIFCT CGT POITIERS

**Diffusion du Film Mains Brunes sur la Ville en**  
**présence du réalisateur Bernard RICHARD**

## UN FILM ET UN LIVRE AU CŒUR DES DÉBATS À LIMOGES

# Un film : « Mains brunes sur la ville »

RÉALISATION : BERNARD RICHARD

Pourquoi des citoyens accordent-ils leur confiance à l'extrême droite, et comment celle-ci se maintient-elle au pouvoir ? En France, le Front National et d'autres partis d'extrême droite atteignent localement, ici et là, plus de 40 % des suffrages au premier tour des élections, et parfois la majorité au second. À Orange et Bollène, dans la circonscription du ministre Thierry Mariani (Droite Populaire), Jacques et Marie-Claude Bompard (FN puis Ligue du Sud) sont élus depuis de nombreuses années maires et conseillers généraux. Ils appliquent leur programme...

Quel programme ? Avec quel budget ? Quelle est leur idéologie, leur communication ? Quelle est leur politique et pour quel modèle de société ?

Dix-sept ans après l'élection de Monsieur à Orange, quatre ans après celle de Madame à Bollène, le journaliste Jean-Baptiste Malet et le réalisateur Bernard Richard ont été voir de plus près ce qu'il s'y passe.

Ils ont enquêté durant plusieurs mois à Orange et Bollène. Ces villes offrent aujourd'hui le morne spectacle de ce que l'extrême droite pourrait propager demain sur l'ensemble du pays, et sur d'autres territoires, si elle accédait à des pouvoirs plus étendus. Dans cette dérive fascisante, plus d'un constat est alarmant : aveuglement complice de certains politiques et de certaines institutions, manque de moyens et isolement des militants qui tentent de résister... Mais comment sortir de cette poussée d'extrême droite quand la crise économique en fournit le terreau ?

**Politik** commente : « Dans un documentaire saisissant, ils racontent les intimidations politiques, la propagande, les coupes dans les budgets associatifs, la mise en place à peine voilée d'une politique de "préférence nationale", le rejet des enfants d'immigrés... Bref, un désastre économique, social et, finalement, humain, qui n'empêche pas Marie-Claude et surtout Jacques Bompard d'être, chaque fois, réélus haut la main.

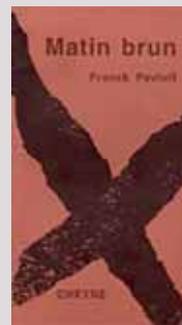
**Ces deux-là ont pourtant tout pour déplaire.** Le maire d'Orange, élu en 1995 et conseiller général du Vaucluse depuis 2002, est un ancien soutien de l'OAS et secrétaire

national d'Occident, groupuscule fasciste dont il loue les "idées de bon sens". Après avoir participé à la fondation du FN, celui-ci quittera le parti suite à l'ascension de la fille Le Pen et créera, en 2010, la Ligue du Sud, un mouvement lié au Bloc identitaire regroupant les plus activistes de l'extrême droite et proche des intégristes catholiques.

**Quelles sont les raisons profondes** qui ont fait de cette terre d'accueil des pieds-noirs, mais aussi d'une forte immigration de travail, une terre d'élection de l'extrême droite ? Entre le déclin agricole et industriel de la région, la peur de l'envahissement et les relents anti-arabes hérités de la guerre d'Algérie (et allègrement agités par les Bompard), le film peine à percer le "mystère"... Là où il se montre le plus percutant, c'est quand il part à la recherche de l'impact de cette politique sur la vie quotidienne (et sur les mentalités) des habitants d'Orange et Bollène. Une politique qui passe par l'achat d'ouvrages d'anciens collabos par la bibliothèque municipale, par l'effondrement des budgets sociaux et culturels au profit de la sécurité ou du "chouchoutage" des électeurs du 3<sup>e</sup> âge (organisation à grands frais de thés dansants ou de fêtes médiévales...), par la privatisation des services publics, la fermeture des centres sociaux et le renforcement d'une police municipale "spécialiste de la gazeuse". On reste pantois devant les images des quartiers pauvres de Bollène et Orange, sciemment laissés à l'abandon pour pousser les immigrés à quitter la ville, ou devant le désarroi de ces jeunes désormais interdits de stade...

**Une "politique d'apartheid"** qui ne fait que renforcer la défiance et les tensions à l'intérieur de la population, et donc, au fond, les fantasmes portés par l'extrême droite, analyse avec beaucoup de justesse Anne-Marie Hautant, vice-présidente (EELV) de la région PACA. Mais aussi une politique de compression des dépenses qui plaît aux libéraux les plus orthodoxes. Si les baisses d'impôts sont en réalité loin d'être spectaculaires, la rénovation bien visible des centres-villes et la propagande locale, à grands coups de manipulations,

## UN LIVRE : MATIN BRUN, de Franck Pavloff, aux éditions Cheyne



Le pays de Charlie et son ami fait face à la montée d'un nouveau régime politique : l'État brun. Celui-ci interdit la possession d'animaux d'un autre pelage que le brun. Bien que peinés, Charlie et son ami se plient à la règle : ils se séparent de leurs animaux pour en prendre des bruns. Mais le nouveau régime ne compte pas

s'arrêter là...

En peu de mots, un livre très court pour un grand message !

À l'image de « 1984 » d'Orwell, il montre comment un régime totalitaire peut se mettre en place rapidement pour peu que l'on ne fasse pas trop attention ou que, par peur ou par soumission, nous nous plions trop rapidement aux nouvelles règles établies. En peu de pages, les différentes étapes de l'oppression s'installent (d'abord l'interdiction des animaux d'un autre pelage que le brun, puis la censure de la presse, etc.)...

Extrait : « C'est vrai que la surpopulation des chats devenait insupportable, et que d'après ce que les scientifiques de l'État national disaient, il valait mieux garder les bruns. Que des bruns. Tous les tests de sélection prouvaient qu'ils s'adaptaient mieux à notre vie citadine, qu'ils avaient des portées peu nombreuses et qu'ils mangeaient beaucoup moins. Ma foi, un chat c'est un chat, et comme il fallait bien résoudre le problème d'une façon ou d'une autre, va pour le décret qui instaurait la suppression des chats qui n'étaient pas bruns. Les milices de la ville distribuaient gratuitement des boulettes d'arsenic. Mélangées à la pâtée, elles expédiaient les matous en moins de deux. Mon cœur s'était serré puis on oublie vite. »

de grossiers mensonges, et de bulletins municipaux publiant une BD pour enfants intitulée "Bollène, à l'heure des guerres de religion", font leur effet auprès de la population. Et permettent de comprendre l'incompréhensible. »

### Bernard RICHARD, le 15 décembre

**2016 à Limoges :** « J'ai voulu montrer les conséquences d'une politique d'extrême droite en me basant sur une enquête faite par des journalistes, et comprendre pourquoi ce vote de la population. Ce que j'ai constaté, c'est un racisme endémique. Je suis très sensible à la question coloniale et malheureusement, la France n'a pas fait son deuil. »

« Le système capitaliste génère des crises économiques qui font systématiquement le lit des organisations populistes. Seule une vraie politique de gauche pourrait y mettre fin. »

## Chroniques d'un voyage au cœur de « Gaza-la-Vie »

# LA FÉDÉRATION EN PALESTINE !

Les suites du travail de coopération engagé par la Fédération CGT avec France-Palestine, qui avait donné lieu à de belles rencontres franco-palestiniennes sur notre stand du Forum Social à la fête de l'Humanité en septembre dernier, ont franchi une étape supplémentaire : une délégation de la fédération, constituée de Baptiste Talbot, Magali Badiou, Christophe Couderc et Mireille Pelka, est allée à la rencontre en Israël et Palestine des femmes et hommes qui œuvrent au quotidien pour la paix et pour la justice.



Abdallah, militant de la Résistance pacifique, nous amène sur plusieurs sites représentatifs de la politique israélienne d'expulsion et de colonisation. Cette photo nous montre les décombres de plusieurs maisons détruites par l'armée israélienne en juillet 2016.



© DR

© DR



© DR

- • • • Rencontre avec le secrétaire général du PGFTU (syndicat palestinien officiel), Shaher Saad, et le secrétaire général des Services publics, Husain Al-Foqahaa, à Naplouse. Ils se félicitent de notre visite, qui est la première d'une organisation CGT depuis 2013. Ceux-ci nous font part d'une situation de plus en plus difficile des salariés palestiniens, due principalement à l'occupation et à la politique israélienne de colonisation. Le taux de chômage est de 30 %, soit 400 000 personnes dont 45 % sont des jeunes. La mobilisation de l'ensemble des syndicats palestiniens a permis de faire acter le principe d'un système de Sécurité sociale universel pour les salariés, ce dernier n'étant pas encore mis en place. Ils nous ont fait part de leur inquiétude sur un projet de loi visant à s'immiscer dans l'organisation des syndicats.

Après avoir franchi plusieurs checkpoints, nous avons rencontré, à Ramallah, Walid Assaf, ministre et président de la commission de l'OLP (Organisation Libération de la Palestine) de résistance à la colonisation et au mur. Ce dernier nous a fait part de la soudaine accélération de la politique de colonisation, **4 000 logements construits illégalement sur les terres palestiniennes en 2016; 6 000 sur les seuls mois de janvier et février 2017. Quant aux destructions des maisons palestiniennes, les chiffres sont tout aussi éloquentes : 1 114 en 2016 et 1 500 en janvier et février 2017.** Le ministre a insisté sur l'importance de la solidarité internationale et sur le rôle que doivent jouer les États européens comme la France, en reconnaissant l'État palestinien. Les actions BDS (boycotte des investissements et sanction des produits israéliens fabriqués en territoire Palestinien occupé) sont un autre moyen de pression.



© DR



© DR

La direction du syndicat indépendant, le GIFTUP, issu d'une scission avec le PGFTU. Outre les éléments déjà évoqués sur la situation sociale, **les camarades ont insisté sur la forte répression anti-syndicale en Palestine et sur la politique libérale du gouvernement palestinien.** Ils mènent un double combat pour la libération de la Palestine et la justice sociale, ce qu'ils résumant sous le slogan : « *La justice pour les Palestiniens, la justice en Palestine* ».



© DR

Rencontre avec le Secrétaire général du parti du peuple palestinien. Le PPP travaille notamment sur la fin de l'occupation et le respect des résolutions de l'ONU, bafouées par Israël.



**LE MARDI 7 MARS 2017,  
DÈS LES PREMIERS RAYONS DE SOLEIL,  
NOUS AVONS PRIS LA ROUTE  
EN DIRECTION DE NAZARETH.**



© DR



© DR

Notre première visite nous conduit dans les locaux du syndicat israélien Histadruth où nous sommes accueillis par **Kamel ABU AHMMAD, secrétaire général du département de Nazareth**, représentant du

Parti communiste israélien au sein d'Histadruth. Les directions syndicales des structures de Histadruth sont constituées à partir de listes présentées par les partis politiques. Kamel nous explique que le gouvernement israélien met tout en œuvre pour vider de leur tissu industriel les zones arabes situées en Israël. Le taux de chômage, qui est de 5 % en général en Israël, se situe entre 20 et 25 % dans ces zones. Notre camarade estime que cette situation catastrophique est liée à

la politique générale d'Israël qu'ils qualifient d'Apartheid. Il insiste sur le fait que les travailleurs palestiniens venant de Cisjordanie qui travaillent en Israël sont victimes de fortes discriminations et de conditions de travail très dégradées. Dans le secteur de la construction, ces travailleurs sont victimes de nombreux accidents de travail et sont contraints, par leurs patrons, de travailler partiellement au noir. Le droit du travail israélien est, en théorie, très protecteur, mais le problème réside dans sa non-application. Compte tenu de sa pluralité politique, Histadruth concentre son activité sur le plan syndical et se garde de prendre des positions tranchées sur l'occupation.



••••• **Emad BADRA, militant Arabe Israélien de la cause palestinienne**, nous invite dans les locaux de son association, INMA'A. Cette association tourne son activité vers la jeunesse arabe israélienne qui, même diplômée, est fortement touchée par le chômage. En effet, le service militaire, qui n'est obligatoire que pour les jeunes de confession juive, ouvre les portes

de l'emploi et donne un certain nombre d'avantages. Avec de nombreux bénévoles, cette association vient en aide aux enfants de Gaza, atteints de cancer et contraints de se faire soigner dans trois hôpitaux israéliens. Cette aide consiste à la prise en charge, dès le franchissement du Checkpoint, des enfants et de leurs familles pour les soutenir moralement et matériellement dans cette épreuve. Emad et les bénévoles contribuent, par leurs actions, à faire vivre la mémoire des persécutions à partir de 1948 et l'identité palestinienne.

••••• Nous quittons Nazareth pour rejoindre Tel-Aviv où nous attend **Ephraïm DAVIDI, chercheur en histoire sociale à l'université de Tel-Aviv**, militant syndical et dirigeant du Parti communiste israélien. Il nous brosse un tableau de la situation intérieure israélienne, dans un contexte international marqué par l'élection de Trump et l'absence d'une politique européenne volontariste sur la question palestinienne. Ephraïm estime que les espaces démocratiques se

réduisent très sensiblement en Israël et parle même de fascisation du pouvoir israélien. Le gouvernement israélien considère que toute action et personne opposées à sa politique, quel que soit le domaine, pratique une forme de terrorisme. Des lois sont votées en ce sens. Le mécontentement et la lassitude montent dans le pays contre cette politique chauvine, mais, faute d'alternative au gouvernement actuel, cela ne se traduit pas dans les urnes. Dans le même temps, les travailleurs israéliens, notamment les jeunes, sont confrontés à de grandes difficultés en matière de pouvoir d'achat et de transport, ce qui conduit actuellement à une vague de syndicalisation importante.





pour toutes les religions. C'est d'ailleurs pourquoi elle fait l'objet d'un traitement particulier par les forces israéliennes. Quatre

1994, un de ces extrémistes a massacré 29 Palestiniens qui priaient dans la mosquée des Patriarches. Depuis, **le quotidien des familles palestiniennes qui résistent à l'occupation dans la vieille ville est synonyme d'agressions et d'humiliations de la part des colons**, de restriction des libertés, notamment de circulation (checkpoints, portes d'entrée des habitations murées, rues interdites...) et de contrôles systématiques.

En cette journée internationale des Droits de la femme, qui est un jour férié en Cisjordanie, nous sommes allés visiter la ville d'Hébron. Première ville Palestinienne, elle abrite le tombeau d'Abraham qui est un lieu saint

cents colons extrémistes se sont approprié plusieurs maisons de la vieille ville et sont appuyés dans leur entreprise de spoliation des biens palestiniens par la présence de deux à quatre mille militaires israéliens. En

Nous empruntons ensuite la route de Beit Sakariya, réservée aux colons et jalonnée de checkpoints. Arrivés au village, nous sommes frappés par le délabrement des maisons. Cette situation est due au fait que, le village étant encerclé par treize colonies, les Israéliens interdisent la construction de nouveaux logements et la rénovation de l'habitat. De plus, depuis près de seize mois, un nouveau checkpoint a été installé à l'entrée du village, réduisant fortement les possibilités de circulation. Malgré tout, la population reste animée par



une forte volonté de résistance. C'est pour cette raison que **la Fédération a décidé, en lien avec l'Avenir social, de mener une action de solidarité avec la coopérative des femmes de Beit Sakariya**. Ce projet porte sur le financement d'un atelier de transformation des produits agricoles cultivés autour du village. Cette coopération a été concrétisée en présence du Maire du village par la signature de la convention par les différents acteurs engagés dans cette démarche de solidarité et de résistance internationaliste.



© DR

Notre journée se termine avec la rencontre de Ibrahim, président de la coopérative paysanne de Wadi Fukin. Ce village de 1 200 habitants est peu à peu asphyxié par le développement de la colonie Betar Illit, la plus grande d'Israël, qui compte à ce jour 70 000 colons principalement venus des États-Unis. La population du village est régulièrement victime de brimades, voire

d'agressions de la part des colons ; cela va même jusqu'à l'arrestation et la rétention pendant plusieurs heures d'un enfant de onze ans par la police israélienne, au motif d'activité terroriste !

Comme nous l'a si bien dit Ibrahim, les images parlent d'elles-mêmes, il suffit de regarder autour de nous pour comprendre.

## NOUS AVONS VISITÉ LE CAMP DE RÉFUGIÉS D'AÏDA, À BETHLÉEM.

Créé en 1948 par l'ONU, ce camp accueille une population issue de plusieurs dizaines de villages détruits par l'armée israélienne. 6 000 habitants sont concentrés sur une surface de 4 hectares.

La population du camp est composée à 66 % de jeunes et connaît un taux de chômage de 60 %.

Nous avons rencontré le directeur du centre Abdelfattah Abusrour, directeur du centre Alrowwad pour la Culture et les Arts.

Ce centre créé par des habitants du camp mène un travail de résistance culturelle à l'occupation, particulièrement auprès des enfants, des femmes et des jeunes. La philosophie du centre est dénommée « la belle résistance », par A. Abusrour. D'abord parce que résister est un bel acte, et ensuite parce qu'il s'agit de résister à l'oppression par la beauté. Le centre cherche notamment à donner envie à la jeunesse de lutter pacifiquement, sur le terrain artistique, par la valorisation du peuple palestinien.

Outre son activité au camp d'Aïda, le centre Alrowwad organise des actions culturelles en Cisjordanie, mais aussi au niveau international

Abdelfattah Abusrour souligne que la cause de la libération palestinienne est une question politique et que la Palestine a besoin d'un soutien politique et non humanitaire.

**Soutenir la Palestine passe donc par des actions de solidarité qui permettent de faire avancer la pleine reconnaissance d'un État palestinien et la fin de l'occupation israélienne.**

Durant l'après-midi, nous avons rencontré le maire de Beit Jala, dans la zone de Bethléem. Nicolas Khamis est affilié au Fatah. Il est heureux de rencontrer la CGT et en tant



© DR

qu'élu local il souligne l'importance des syndicats en tant qu'interlocuteurs portant les intérêts des personnels.

La ville de Beit Jala compte une soixantaine d'employés communaux, pour 17 000 habitants, sachant que le champ des



compétences des municipalités palestiniennes est plus réduit que celui des villes françaises. N. Khamis compare la politique d'Israël vis-à-vis des Palestiniens au processus que les Amérindiens ont subi aux États-Unis d'Amérique.

Il souligne que l'Autorité palestinienne est animée de la volonté d'une pleine application des accords d'Oslo qui devaient aboutir à la

reconnaissance d'Israël par les Palestiniens, et à la reconnaissance de l'État palestinien par Israël, dans les frontières de 1967 (avec souveraineté complète de l'État palestinien sur Gaza et la Cisjordanie). Il insiste sur le fait que c'est Israël qui porte la pleine responsabilité de la situation actuelle en n'ayant pas appliqué totalement les accords d'Oslo.

palestiniennes ont été confisquées. **Cette situation a fait l'objet d'une décision de la justice israélienne en faveur des Palestiniens, décision que l'armée israélienne a refusé d'appliquer au motif de la sécurité des colonies.**

Nous nous sommes ensuite rendus sur le territoire de la commune où nous avons pu constater l'ampleur des confiscations de terres et du développement du mur israélien. Nous sommes repartis de l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv le 10 mars. Les forces de sécurité israéliennes nous ont réservé un traitement qui en dit long sur l'état de la démocratie israélienne : motif de la présence dans nos bagages de « pamphlets » (à savoir des documents remis par le commissaire de l'OLP et des brochures de la PGFTU), nous avons été longuement interrogés et fouillés, avant que les services de sécurité nous laissent monter dans l'avion un quart d'heure avant le décollage.



N. Khamis estime que la solution à deux États pour deux peuples demeure la meilleure solution. Il nous expose la situation à Beit Jala, où des terres

## À LIRE

# Surfman

DE JÉRÔME RUILIER,  
AUX ÉDITIONS L'AGRUME

### Résumé

La Vague, parti politique extrémiste, s'apprête à remporter les prochaines élections, remplissant d'espoir tous ses militants. Mais le jour J, les événements prennent une tournure dramatique. Portant en elle toute la haine, le racisme, la peur et la colère, la Vague se transforme en tsunami, submergeant tout sur son passage... C'est alors qu'un mystérieux super-héros apparaît : Surfman.

À l'occasion de son nouveau livre, sorti le 16 février 2017, nous avons souhaité rencontrer cet auteur qui parle avec délicatesse de tolérance et nous pousse à réfléchir sur nos propres peurs ou préjugés et les frontières qu'il nous appartient de faire tomber. Sans chercher à nous imposer sa vision sociale ou philosophique ni ses conclusions, il place les faits, les met en images, il pose ses mots, les prolonge d'un coup de crayon couleur, mais laisse au lecteur la liberté d'en tirer les enseignements et d'écrire ses épilogues. Car chacun de ses livres se propage en nous et nourrit notre réflexion bien après sa lecture. C'est dans son atelier de Voiron, entourés de ses livres, planches à dessin, outils et crayons de couleur baignés de lumière fraîche et devant un thé aux saveurs de partage que Jérôme a accepté de se raconter et de nous faire voyager dans son œuvre pour Service Public Magazine.

■ Tu abordes dans tes livres des sujets graves et importants, qui questionnent nos habitudes et nos regards sur la vie, avec à la fois une plume légère et un coup de crayon dépouillé, quel est ton parcours ?



© DR

**JÉRÔME RUILIER :** J'ai étudié les Arts Décoratifs à Strasbourg, où l'atelier d'images narratives et d'illustration fondée par Claude Lapointe était (est toujours) une référence. J'ai toujours été sensible aux questions de la tolérance ou de l'intolérance, du racisme, des préjugés, de ce qui crée des frontières, mais je ne savais pas trop comment faire pour en parler, pour raconter des histoires qui ne tombent ni dans le mélodrame, ni dans la caricature, ni dans le jugement et encore moins qui soient donneuses de leçon.. J'ai laissé ma main prolonger mes idées et mon crayon dessiner ce que je ressentais et dans un premier temps j'ai beaucoup utilisé la symbolique et travaillé avec des papiers, ciseaux, couleurs.

Par exemple, *Quatre petits coins de rien du tout* évoque l'histoire, en symbole (pour accéder à une forme plus universelle), du petit carré qui se trouve dans un monde de ronds, qui ne peut rentrer par la porte de l'école (qui est également

chacun d'entre nous) et qui symbolise finalement notre façon d'accueillir, que nous devons changer !

Tu vois, là c'est la grande école carrée, avec une porte ronde, faite pour tous les petits écoliers ronds.

### Jérôme feuillette le livre et raconte comme lorsqu'il intervient dans les écoles.

Le premier jour d'école, le petit carré ne peut pas passer par la porte : elle est ronde, faite pour les ronds. Il est malheureux... On veut lui couper des petits bouts pour en faire un rond, mais il refuse, ça lui ferait trop mal et ce ne serait plus un petit carré.

**Entre ronds et carrés, l'histoire défile, passant par la grande réunion en rond des ronds, le débat, les questions qui freinent, les réponses qui donnent des solutions jusqu'à la fin heureuse où le petit carré est entré dans l'école des ronds avec une porte devenue carrée.**

À travers la symbolique, on va plus loin que les explications : on arrive à faire bouger ce qu'on ressent et ce qu'on pense. À la fin du livre, le monde n'est plus comme au début du livre : on a graté des petits bouts de rien et il a bougé, on est passé d'un monde où beaucoup de formes de handicap n'étaient pas admises dans son cadre conformiste à un monde où il est intégré à son fonctionnement et en tout cas mieux compris.

Avec *Petit carton*, j'ai joué sur ce que le carton pouvait offrir comme possibilités à l'imagination pour évoquer la vie des personnes sans domicile fixe. Petit carton vit dans la rue, il s'invente des jeux avec son carton pour s'échapper. Où *Léon rêve* raconte la même histoire en approfondissant la démarche qui mène au symbole du petit carton.

Avec *Ubu*, j'ai repris le symbole des ronds, du grand rond qui dévore tout (Jérôme tourne les pages du livre en racontant) au fur et à mesure qu'il rencontre d'autres ronds, il les avale et plus il devient gros plus il devient gris et noir.. Jusqu'à exploser... de pleins de ronds de couleurs. J'ai repris en fait le poème de Martin Niemöller\*, tu connais ? À la fin, j'ai choisi d'ouvrir l'histoire.

*Je n'ai rien dit.*

*« Quand ils sont venus chercher les communistes,*

*Je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste  
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes,*

*Je n'ai rien dit, je n'étais pas syndicaliste  
Quand ils sont venus chercher les juifs,*

*Je n'ai rien dit, je n'étais pas juif*

*Quand ils sont venus chercher les catholiques,*

*Je n'ai rien dit, j'étais protestant...*

*... Puis ils sont venus me chercher,*

*Et il ne restait plus personne pour dire  
quelque chose »*

Notre façon d'accueillir, que nous devons changer, est une thématique que je reprends encore et toujours dans *Le cœur enclume* (cellule personnelle et familiale), dans *Les Mohamed* (un pays), *L'étrange* (les migrants) et qui trouve sa finalité dans *Surfman*.

Pour *Le cœur enclume*, qui raconte l'arrivée de Sara, née prématurée et trisomique, qui parle des émotions qui traversent les parents, peur, colère,



tristesse, remises en question, apprivoisement, pour cette histoire qui est aussi la mienne, celle de mes filles et de ma compagne, j'avais besoin de personnaliser mes personnages sans pour autant les définir physiquement, naturellement je les ai choisis tout en rondeurs et douceur. Je me laisse guider par mon crayon, mais c'est vraiment la colère qui m'entraîne d'histoire en histoire... le déclencheur pour dessiner *Les Mohamed* fut avant tout la colère. Quand j'écrivais et dessinais *Le cœur enclume*, je me préparais déjà pour *Les Mohamed*, je faisais des parallèles avec l'histoire de Yamina Benguigui. D'ailleurs, dans ma première version, *Les Mohamed* avaient ces « masques » plutôt ronds, je les ai allongés ensuite, pour leur donner cette symbolique située dans plus de dureté : c'était à l'époque des grandes envolées de Sarkozy sur les Roms et des réactions entendues autour de moi, comme par exemple : « C'est vrai, ça, on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ! »

### Ils m'évoquent un peu Maus, d'Art Spiegelman..

Oui, ou Marjane Satrapi (*Persepolis*, NDLR).

Il se trouve qu'à Voiron une famille « sans papiers » était menacée d'expulsion. J'ai été sensible à cette situation, j'ai rencontré cette famille, puis d'autres, des associations, des policiers, j'ai recueilli des témoignages et ma main a fait le reste : *L'Étrange* est né. Un homme qui a quitté son pays natal pour tenter l'aventure dans un pays supposé plus prospère, mais dont il ne parle pas la langue, déraciné, seul sans papier. Il est ce qu'on ap-

pelle « un étrange ». En même temps, c'était aussi la période de la montée du FN et des idées d'extrême droite, reprises par Sarkozy d'ailleurs, il y avait eu le Tsunami de 2004 dans l'Océan Indien, force de symbole qui s'est invitée dans le cheminement créatif autour de la question que je me posais : dénoncer la

vague bleue marine, ce tsunami d'idéologie basée sur l'intolérance et le rejet du « différent », mais comment sans être ni moralisateur ni alarmiste ? Et pourquoi ? Comment faire prendre conscience des dangers sans incriminer ?

Et le FN qui monte, qui monte, le discours qui se tend ! Comme une boutade un soir j'ai déclaré à Isabelle\*\* : il n'y a plus qu'un super-héros qui peut nous sortir de là ! *Surfman* sur la vague bleue marine ! Je devrais en faire une BD...

L'idée a cheminé : **la vague c'est nous qui la nourrissons avec nos peurs.** Et lui, *Surfman*, il surfe sur la vague, car il ne l'alimente pas et donc la vague va mourir sous lui et pas l'inverse. Et si c'est démultiplié, ce n'est pas si bête ! Et, tout de suite, l'idée de l'affiche à coller par-dessus les affiches du FN est née !

**Le discours hyper raisonné n'a plus de prise aujourd'hui : un autre biais pour toucher les consciences, c'est de créer une fiction en appelant aux émotions, à l'imaginaire, pour ouvrir une porte, pour parler et laisser libre cours aux consciences.**

J'ai alors eu l'idée de créer un univers « cartoon », d'avoir des codes qui décalent de la réalité pour mieux la faire ressentir. D'abord, je voulais travailler en noir et blanc, au crayon papier avec juste le bleu de la vague. Puis j'ai introduit à mi-narration le orange, que j'avais réservé à la dernière page, celle qui ouvrait sur l'espoir. La couleur orange s'est en effet imposée petit à petit comme la couleur complémentaire.

Bien sûr, *Surfman* n'existe pas, même en tant que super héros : ce n'est pas un homme politique « sauveur » par

exemple. *Surfman* c'est nous tous. Ce sont les femmes et les hommes engagés. On dit souvent de moi que je suis engagé, non. L'engagement c'est des luttes, des actions auprès des personnes sans papiers, sans droits, pour la Paix, que sais-je... Et donc, que nous dit *Surfman*? Que la démocratie c'est vivre ensemble dans un endroit défini. Aujourd'hui, on est prêts à confier la Démocratie à quelques hommes politiques « Sauveurs ». C'est à nous, à tous les niveaux, si petits soient-ils, comme notre mode de consommation, de ne pas alimenter la vague. Recouvrir une affiche du FN avec *Surfman*, c'est symboliquement afficher qu'on est un citoyen contre la vague, qui prend ses responsabilités.

À la fin du livre, une affiche invite le lecteur à agir lui aussi contre la Vague. Devenez, vous aussi, un super-héros! L'affiche de *Surfman* est disponible en téléchargement gratuit.

*Merci à Jérôme Ruillier, Isabelle Carrier et leurs deux filles Anouk et Mona pour leur accueil convivial et chaleureux, leur disponibilité et le beau voyage au cœur d'une œuvre qui nous a été offert. Merci à Caterina d'avoir permis cette belle rencontre.*

\*Pasteur, Président des Églises réformées de Hesse-Wassau. Partisan de l'arrivée d'Hitler puis résistant. Déporté à Dachau de 1938 à 1945

\*\* Isabelle Carrier, auteur-illustratrice notamment de « 1, 2, 3, Plouf! », « Chacun sa couleur », « Losange-voyageur », « La petite casserole d'Anatole »

## AU CINÉMA « Chez nous »



DE LUCAS BELVAUX,  
AVEC EMILE DEQUENNE,  
ANDRÉ DUSSOLIER,  
GUILLAUME BOUX

*Synopsis : Pauline, infirmière à domicile, entre Lens et Lille, s'occupe seule de ses deux enfants et de son père ancien métallurgiste. Dévouée et généreuse, tous ses patients l'aiment et comptent sur elle. Profitant de sa popularité, les*

dirigeants d'un parti extrémiste vont lui proposer d'être leur candidate aux prochaines municipales.

Ce long métrage a déjà fait polémique avant même sa sortie en salles le 22 février 2017! Le 30 décembre, Steeve Briois tweetait : « Pauvre Marine Le Pen, caricaturée par ce pot à tabac de Catherine Jacob ! Un sacré navet en perspective ! ». Le 1<sup>er</sup> janvier, Florian Philippot déclarait que le film était « une honte », un « joli navet clairement anti Front National ».

« *Chez nous* » raconte l'enrôlement d'une infirmière habitant le nord de la France dans un parti d'extrême droite, le « Bloc patriotique », dont les points communs avec le Front national sont effectivement nombreux, à commencer par le carré blond de la présidente du parti fictif, interprétée par Catherine Jacob. Mais la volonté du réalisateur va au-delà de la volonté de dénoncer un parti pas comme les autres, fondé sur la haine et le mépris humain, il cherche à faire réfléchir et réagir les électeurs et citoyens que nous sommes tous en décortiquant sans le juger le chemin qui mène de l'indifférence politique à l'intolérance et l'embrigadement.

Lucas Belvaux a réagi dans 20minutes : « Ce qui m'amuse dans la réaction de Philippot et de Steeve Briois [vice-président du FN et maire d'Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais], c'est qu'ils me taxent de caricature, alors que mes personnages sont moins caricaturaux qu'eux. La brutalité de leur discours m'a surpris », conclut le cinéaste. Dans l'émission Bourdin-Direct sur RMC/BFMTV, le réalisateur belge a déclaré « C'est une polémique à peu de prix qui évite le débat sur le fond du film. Ce n'est pas tant un film anti-FN qu'un film sur le discours populiste et sur comment les gens s'engagent en politique. Ce sont les électeurs qui m'intéressent, pas les partis politiques. »



**Le pouvoir  
d'agir  
ensemble sur  
l'essentiel.**

Crédit photo : Getty Images - shapecharge

**La Macif est une entreprise de l'économie sociale.**

Sans actionnaires à rémunérer, la Macif réinvestit ses profits au bénéfice de ses 5 millions de sociétaires et dans l'intérêt commun. Ainsi, les sociétaires ont le pouvoir d'agir ensemble pour une économie plus sociale et plus solidaire.

**Plus d'informations sur [macif.fr](https://www.macif.fr)**



**Essentiel pour moi**

MACIF: MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort.